



global witness

PO Box 6042

London N19 5WP

Telephone +44 (0)20 7272 6731

Fax +44 (0)20 7272 9425

E-mail: mail@globalwitness.org

<http://www.globalwitness.org>

Londres, le 20 novembre 2007

Lettre ouverte au Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Guillaume Soro

Monsieur le Premier Ministre,

Global Witness vous adresse cette lettre en votre qualité de Premier Ministre et Secrétaire Général des Forces Nouvelles (FN). Global Witness est une organisation non-gouvernementale britannique qui enquête sur le rôle des ressources naturelles dans le financement du conflit et de la corruption à travers le monde. Global Witness s'inquiète que des taxes sur le cacao et autres produits continuent d'être prélevées dans la zone des FN, créant des tensions donnant lieu à des violations des droits humains et ce, en dépit de l'Accord Politique de Ouagadougou de mars 2007.

Ainsi, selon un rapport de l'ONUCI, le 21 octobre 2007, une personne a été tuée et plusieurs personnes blessées lorsque des soldats des FN ont tiré sur la foule à Bouna, dans le nord-est de la Côte d'Ivoire. La foule protestait alors contre ces mêmes soldats qui tentaient de les extorquer. Il semblerait que, suite à cet affrontement, une réunion ait été organisée entre votre Chef de Cabinet et la population et, qu'à cette occasion, le Chef de Cabinet ait refusé que les taxes soient abolies.

Global Witness s'inquiète du fait que, alors qu'un accord politique a été signé à Ouagadougou en mars 2007, que la zone de confiance a été démantelée, et que l'administration nationale est en passe d'être redéployée sur l'ensemble du territoire ivoirien, les FN continuent de maintenir des barrages routiers, de percevoir des taxes, et à cette occasion, commettent fréquemment des abus des droits humains. Nous rappelons en effet que, selon l'accord politique de Ouagadougou, les parties se sont engagées à « garantir la libre circulation des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national » et à « renforcer l'éthique et la moralité républicaines au sein de leurs forces respectives, dans le respect de la dignité et des droits fondamentaux de la personne humaine ».

En juin 2007, Global Witness a publié un rapport “Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d’Ivoire”, qui dénonçait notamment la stratégie employée par les Forces Nouvelles pour se procurer environ 30 millions de dollars par an en taxant le cacao transitant par le nord. Le rapport dénonçait également la tendance du secteur du cacao ivoirien à la mauvaise gestion des revenus, à l’opacité des comptes et à la corruption.

À cette occasion, nous avons recommandé aux FN de divulguer les recettes générées par les taxes sur le cacao et sur d’autres produits dans toute la zone FN et de publier des informations sur la façon dont cet argent a été utilisé jusqu’à présent. À ce jour, nous n’avons pas reçu de réponse des FN concernant notre rapport, et nos recommandations n’ont malheureusement pas été prises en compte.

Le système parallèle de taxes institué par les FN n’est en aucun cas légitime et ne fait que favoriser la corruption. Bien plus, ces taxes créent des tensions sérieuses et mécontentent fortement les populations. Dans le cas de Bouna, elles ont contribué à la mort d’une personne.

Nous vous exhortons à mettre fin non seulement aux taxes sur le cacao, mais à toutes les taxes perçues par les FN dans cette zone et à reverser l’entièreté des taxes collectées à ce jour à l’Etat. Nous demandons également que le calendrier de l’enquête ouverte sur les événements de Bouna et ses conclusions soient largement diffusés et que cette enquête soit indépendante, impartiale et exhaustive.

Finalement, nous avons adressé une lettre ouverte au Président Laurent Gbagbo le 16 octobre 2007, demandant que, dans le cadre de l’enquête menée par le Procureur de la République sur les structures de la filière café cacao, l’État publie certaines informations qui sont déjà à sa disposition, notamment parce qu’un commissaire du Gouvernement siège dans les conseils d’administration du Fonds de Régulation et de Contrôle du Café et Cacao (FRC) et de la Bourse du Café et Cacao (BCC), et parce que les prélèvements FDPCC-Investissement, Fonds d’Investissement en Milieu Rural (FIMR), Sacherie et Réserve de Prudence sont versés sur des comptes à double-signature des ministres des Finances et de l’Agriculture. Nous vous demandons donc d’apporter votre soutien à cette enquête et de publier ces informations, afin de permettre la transparence totale et immédiate dans la filière.

Je vous prie d’agréer, Monsieur le Premier Ministre, l’assurance de ma très haute considération.

Gavin Hayman
Directeur de campagne
Global Witness